

Le rapport des Français à la République : Représentations, confiance institutionnelle et incarnation politique des valeurs républicaines

Principaux enseignements – Deuxième vague

La Fondation Robert de Sorbon a sollicité l'Ifop pour réaliser un baromètre consacré au rapport des Français à la République. Cette deuxième vague du baromètre confirme un attachement toujours massif à la République et à ses valeurs, mais met aussi en lumière un déficit d'incarnation et de confiance qui touche particulièrement les institutions politiques nationales et la Justice. Elle documente enfin la manière dont les Français associent les principales formations politiques aux valeurs républicaines.

1. Les Français font montre d'un fort attachement aux valeurs républicaines, tempéré par le sentiment d'une République parfois trop abstraite

Les représentations de la République restent très stables depuis mars 2026. Les perceptions de la République évoluent peu par rapport à la première vague d'enquête et apparaissent largement structurées. Les Français l'associent d'abord à sa devise, « liberté, égalité, fraternité » (54% ; -2 points depuis mars 2026), ainsi qu'au « statut de citoyen donnant des droits et des devoirs » (53% ; +2 points). Le « droit de vote » arrive ensuite (36% ; +2 points), devant l'existence » d'un Président de la République plutôt qu'un roi » (27% ; stable). La « défense de la laïcité » (19% ; -3 points) et « l'école comme vecteur d'ascension sociale » (11% ; stable) sont moins spontanément rattachés à la République.

La tonalité associée au mot « République » reste par ailleurs positive pour une large majorité de Français. Trois quarts d'entre eux y voient quelque chose de « positif » (76% ; -2 points depuis mars 2026) et « qui appartient à tout le monde » (75% ; +3 points) ; deux tiers estiment qu'elle « rassemble les Français » (66% ; -2 points) et qu'elle « constitue un modèle pour l'avenir » (65% ; -2 points). **Cet imaginaire favorable se double d'un attachement très majoritaire** : 82% des Français se disent attachés aux valeurs de la République, dont 37% « très attachés ».

Cet attachement n'empêche pas pour autant l'expression de réserves. La critique la plus saillante tient au caractère jugé « abstrait » de la République, une perception partagée par 41% des Français et particulièrement répandue chez les 18-24 ans (53%, soit 12 points de plus que la moyenne). Par ailleurs, 35% estiment que la République « appartient au passé », 34% qu'elle « divise les Français » et 25% qu'elle « n'appartient qu'à quelques-uns ».

Cet attachement à la République s'inscrit dans un sentiment d'appartenance nationale qui reste particulièrement structurant : une majorité de Français se définissent d'abord par leur appartenance à la France, seule ou articulée à une identité européenne ou plus universelle (respectivement 55%, 19% et 12% de citations). Les autres positionnements restent minoritaires, tandis que 4% ne se reconnaissent dans aucune de ces catégories. À l'échelle locale, la commune constitue le principal niveau d'identification (49%), devant la région (27%), le quartier (13%) et le département (11%).

2. La confiance pour défendre les valeurs de la République se concentre avant tout sur les acteurs de protection ou de proximité, loin devant les institutions politiques nationales

Tout d'abord, les services d'incendie et de secours dominent très largement la hiérarchie de la confiance quant aux acteurs capables de défendre les valeurs de la République. Après un été 2026 marqué par des épisodes de canicule, des températures record et d'importants feux de forêt, les services d'incendie et de secours apparaissent comme les acteurs les plus à même d'incarner concrètement la protection de l'intérêt général. Ils recueillent ainsi un niveau de confiance quasi unanime pour défendre les valeurs de la République (90%), nettement supérieur à celui observé pour l'ensemble des autres acteurs testés. Derrière eux, la hiérarchie reste globalement stable par rapport à la première vague du baromètre : l'armée recueille 81% de confiance, les petites et moyennes entreprises 76%, tandis que l'école, les maires et la police se situent toutes trois à 72%.

La défiance reste en revanche très forte à l'égard de la sphère politique nationale. Si les maires conservent un niveau de confiance élevé (72%), seuls 50% des Français font confiance aux préfets pour défendre les valeurs républicaines, 34% à la présidence de la République, 28% aux députés et sénateurs et 18% aux partis politiques (soit un niveau de confiance équivalent à celui des réseaux sociaux dans ce domaine). D'autant que la confiance à l'égard de la présidence de la République ainsi que des députés et sénateurs s'érode sensiblement depuis mars 2026 (respectivement -6 points et -5 points).

Autre enseignement marquant, la confiance à l'égard des associations pour défendre les valeurs de la République progresse, tandis que celle à l'égard de la Justice demeure fragilisée. Les associations constituent l'une des rares dynamiques positives de cette vague : 67% des Français leur font confiance dans ce domaine, soit 4 points de plus qu'en mars. À l'inverse, la Justice recueille 46% de confiance (-5 points) et le Conseil constitutionnel 50%, illustrant une confiance plus fragile envers les institutions judiciaires.

3. Le sentiment que la justice fonctionne mal atteint son niveau le plus élevé depuis 1962

Le jugement porté sur le fonctionnement de la Justice se dégrade encore : 77% des Français estiment aujourd'hui qu'elle fonctionne mal, soit le niveau le plus élevé mesuré depuis 1962. Cette défiance s'inscrit dans un contexte particulièrement défavorable, marqué notamment par la forte médiatisation de l'affaire Lyanna, venue nourrir les interrogations sur le fonctionnement de l'institution judiciaire.

Dans ce contexte, moins d'un Français sur deux déclare avoir confiance dans les magistrats (43%) et seuls ou la Justice française dans son ensemble (39%). Parmi les personnes qui disent ne pas avoir confiance dans la Justice française (soit 61% de l'échantillon), les principales raisons avancées sont le sentiment qu'elle « n'est pas la même pour tous » (61%), qu'elle est « trop lente » (58%) et « trop laxiste » (54%).

4. L'incarnation politique des valeurs républicaines reste éclatée et fortement partisane

Aucune formation politique ne s'impose largement comme incarnation des valeurs républicaines. Interrogés sur les formations politiques qui leur semblent les plus attachées aux valeurs de la République, les Français citent en premier lieu le Rassemblement national (25%), devant Les Républicains (15%), le Parti socialiste (12%), La

France insoumise (11%) et Renaissance (9%). Mais cette hiérarchie globale masque avant tout une forte logique de proximité politique : les sympathisants tendent très majoritairement à attribuer cette qualité à leur propre camp.

La crédibilité des partis apparaît également très fragmentée sur les grands enjeux républicains. Le même éclatement apparaît lorsqu'il s'agit d'identifier la formation la plus crédible pour défendre ou promouvoir différents enjeux de société : lutte contre les discriminations, conquête de nouveaux droits, égalité entre les femmes et les hommes, lutte contre le racisme et l'antisémitisme, ou encore laïcité. Aucun parti ne recueille à lui seul une adhésion large ; les scores se répartissent entre plusieurs formations et dépendent fortement de la sensibilité politique des répondants. Ainsi, trois partis se distinguent¹, mais cités chacun par moins de 30% des répondants : le Rassemblement national (avec des scores entre 22% et 29% de citations selon les sujets), la France insoumise (avec des scores oscillants entre 14% et 21% selon les sujets), ainsi que le Parti socialiste (avec des scores oscillants entre 11% et 16% de citations selon les sujets).

Plus largement, une part importante des Français peine à identifier une incarnation politique des valeurs républicaines. Au-delà des écarts entre partis, un résultat ressort : environ un tiers des Français ne cite aucune formation politique comme particulièrement attachée aux valeurs de la République ou comme la plus crédible sur les différents enjeux testés.

5. RN et LFI : des soutiens très solides parmi leurs sympathisants, mais des perceptions très contrastées au sein de l'ensemble de la population

Premièrement, les deux formations sont fortement identifiées aux extrêmes et suscitent de l'inquiétude. Le Rassemblement national est qualifié de « parti d'extrême droite » par 62% des Français, tandis que La France insoumise est qualifiée de « parti d'extrême gauche » par 58%. Les deux formations suscitent également une inquiétude importante : 50% des Français disent que le RN les « inquiète », contre 59% pour LFI.

Le Rassemblement national bénéficie néanmoins d'une image nettement plus solide sur les attributs associés à la capacité à exercer le pouvoir. Il est plus souvent jugé capable de porter une vision d'avenir pour la France (43% contre 24% pour La France insoumise), de réformer le pays (42% contre 23%), de gouverner la France (39% contre 21%) ou de disposer de responsables politiques compétents (38% contre 21%). L'écart est également marqué sur la capacité à trouver des alliés pour former une majorité (44% contre 29%) et à éviter la faillite financière de la France (31% contre 16%).

Le Rassemblement national dispose aussi d'un avantage net dans l'opinion sur les attributs directement liés aux valeurs républicaines et démocratiques. 46% des Français le considèrent comme un défenseur des valeurs de la République (contre 24% pour La France insoumise), et 43% le jugent attaché aux valeurs démocratiques (contre 25%). Il est également davantage perçu comme proche des préoccupations des Français (40% contre 24%) et comme honnête (33% contre 20%).

Les écarts sont en revanche beaucoup plus faibles sur les dimensions liées à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. 30% des Français estiment que le Rassemblement national lutte contre toutes les formes de

¹ Les résultats sont ici présentés sur base « concerné », c'est-à-dire qu'ils sont repourcentés hors réponse « Aucune formation politique ».

racisme, contre 28% pour LFI. Si le Rassemblement national reste légèrement plus associé à la lutte contre l'antisémitisme (34% contre 23%), les deux formations restent minoritairement créditées sur ce terrain.

Dans les deux cas, les jugements sont avant tout indexés sur la proximité partisane. Les sympathisants du RN comme ceux de LFI évaluent très favorablement leur propre formation sur la quasi-totalité des dimensions testées, notamment sur les valeurs, l'honnêteté et la capacité à gouverner. Ainsi, les sympathisants du Rassemblement national portent un regard très positif sur leur propre formation, entre 77% et 94% d'entre eux lui attribuant des traits favorables. Une dynamique similaire s'observe chez les sympathisants de La France insoumise, dont les jugements positifs à l'égard de leur parti se situent entre 79% et 94% de citations parmi leurs sympathisants.

Le contraste entre l'opinion d'ensemble et celle des sympathisants met en évidence la forte polarisation des images partisans.

Ce qu'il faut retenir ...

Cette deuxième vague vient confirmer un attachement toujours très fort des Français à la République et à ses valeurs, malgré une perception encore trop abstraite pour une partie de la population, notamment les plus jeunes.

Elle met surtout en évidence un profond décalage entre cet attachement de principe et la confiance accordée aux institutions chargées de l'incarner, les acteurs de proximité et de protection étant nettement mieux perçus que les institutions politiques nationales.

La Justice cristallise particulièrement cette défiance : 77% des Français estiment qu'elle fonctionne mal, un niveau inédit par rapport aux mesures menées depuis 1962.

Enfin, aucune formation politique ne parvient à incarner largement les valeurs républicaines : les perceptions restent très éclatées et fortement structurées par les appartenances partisans. Le Rassemblement national et La France insoumise illustrent particulièrement cette polarisation, avec des sympathisants très convaincus mais des images beaucoup plus clivées dans l'ensemble de la population.